De la crise financière et monétaire à la terreur Étatique de la pandémie COVID

[Source : les7duquebec.net]

Tout commence par la crise financière et monétaire

Connaissez-vous les récits de vos grands-parents au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, lorsque des mesures monétaires très douloureuses ont été mises en œuvre dans le contexte de l'inflation galopante, des dettes de guerre et des personnes qui avaient tout perdu ? Je voudrais évoquer très brièvement ce qui s'est passé à l'époque, puis faire le lien avec notre époque actuelle.

Tout d'abord, la réforme monétaire [1] a eu lieu en 1948, lorsque le Reichsmark est devenu le Deutsche Mark. Toutefois, le nouvel État en a profité pour se débarrasser d'une grande partie de ses dettes en ne donnant que 6,50 marks pour 100 reichsmarks. Cela s'appliquait à tout ce qui se trouvait sur les comptes bancaires, aux emprunts d'État, aux obligations, aux crédits d'épargne-logement et également aux crédits d'assurance-vie et d'assurance retraite. Les dettes, c'est-à-dire les crédits, et les paiements courants (loyers, primes, etc.) ont en revanche été convertis 1:1 et ont donc été maintenus dans leur intégralité. Dans le cadre de la réforme monétaire de 1948, les actifs financiers ont donc été massivement dévalorisés.

Comme la réforme monétaire avait particulièrement touché les épargnants et épargné les propriétaires de biens immobiliers, la compensation des charges [2] a été mise en œuvre en août 1952 pour les citoyens possédant des biens matériels, notamment des biens immobiliers. Une compensation des charges de

50% a été versée à l'État sur tous les biens. Cette énorme charge financière a ensuite été payée à l'État sur 30 ans par tranches d'un quart d'année. En 1982, la loi sur la compensation des charges a pris fin avec les derniers versements.

Le système financier, avec ses intérêts composés, ne cesse de tomber dans un piège qu'il s'est lui-même tendu. Au fil des années, le capital se concentre (s'accumule) entre les mains d'un groupe extrêmement riche et restreint de capitalistes (plus de 2000 multimilliardaires). Les autres personnes doivent rémunérer cette fortune des super-riches par le biais de leur force de travail salarié (la plus-value), mais cela devient de plus en plus difficile, car le capital à rémunérer ne cesse d'augmenter alors que la part des salaires tend à diminuer dans la richesse collective. C'est pourquoi ce système a besoin d'une remise à zéro de temps en temps.

Autrefois, les guerres étaient très appréciées à cet effet (remettre la comptabilité sociale à jour en faisant payer les travailleurs). Sous le mode de production capitaliste on acceptait des morts et des souffrances pour préserver et développer la richesse sociale collective que les riches accumulaient pour leur bénéfice personnel. Pourquoi en serait-il autrement aujourd'hui ?

Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de troisième guerre mondiale (compte tenu des immenses arsenaux nucléaires, cela serait dangereux pour les «élites» et les milliardaires eux-mêmes), mais le problème du système financier en faillite subsiste…comment le résoudre?

Depuis les années 1980, la dérégulation des marchés financiers et l'apparition de marchés de produits dérivés très spéculatifs sont venues aggraver la situation, faisant perdre encore plus de terrain à la formation de capital réel (capital mobilier et immobilier ou capital constant et variable).

C'est ainsi qu'est survenue la crise financière de 2008. Les banques et les

investisseurs ont été « sauvés » par les États. Mais à un prix très élevé. Outre l'endettement extrême de l'État (dont les contribuables devront finalement s'acquitter), de larges couches de la population, en particulier en Allemagne, ont été quasiment partiellement dépossédées de leurs biens par des taux d'intérêt négatifs et des hausses extrêmes des prix des biens patrimoniaux dues à l'afflux d'argent des banques centrales. Les prix élevés de l'immobilier ne signifient pas qu'ils ont pris de la valeur. Les monnaies (notamment l'euro et le dollar américain) ont simplement perdu de leur valeur en raison de l'abondance d'argent. Cela doit tôt ou tard conduire à un crash. Le plus tard sera le pire.

En 2019, nous y sommes presque arrivés. En septembre, les marchés financiers ont failli connaître une nouvelle crise qui aurait éclipsé la crise financière de 2008. Le marché dit « repo » (il s'agit de la partie du marché monétaire par laquelle les banques et les hedge funds se prêtent de l'argent entre eux), qui représente un volume mondial d'environ 15 000 milliards d'euros !!!, a dû être sauvé par la banque centrale américaine, la Fed, à hauteur de centaines de milliards de dollars américains. Après le sauvetage des banques en 2008 et l'endettement extrême des États qui s'en est suivi, une nouvelle crise aurait conduit au chaos par le biais d'effets dominos mondiaux. Le public ne s'en est toutefois pas rendu compte. [3]

Le terrorisme Étatique sanitaire comme tactique pour imposer le «Grand reset», pour le bénéfice des riches

De mon point de vue, cela a déclenché la « pandémie » dont les «élites» parlent depuis longtemps, afin de remettre le système financier et économique mondial sur pieds et de protéger et d'accroître encore la fortune des super-riches…ce que l'élite aime appeler le «Great Reset» c'est-à-dire, faire payer les travailleurs pour les dettes des riches.

L'OMS a été mise au pas depuis longtemps à grand renfort d'argent, notamment en provenance de Chine et d'investisseurs privés [4], et les États membres sont tenus, par le biais du Traité sur le règlement sanitaire international (RSI) contraignant en droit international, de suivre les instructions de l'OMS, notamment en cas de pandémie. Ce traité a été amendé en 2005 en vue de la mondialisation croissante et de la propagation internationale de maladies infectieuses telles que le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) et est entré en vigueur le 15 juin 2007 [5].

En avril 2009 (donc peu après le début de la crise financière), la définition d'une pandémie a été nettement édulcorée par l'OMS [6]. Alors qu'il fallait auparavant un « très grand nombre » de morts dans le monde pour qu'une pandémie se déclare, il ne suffit depuis lors que de résultats de tests positifs. Ainsi, la pandémie de grippe porcine a pu être déclarée dès le 11 juin 2009. Heureusement, cette pandémie a pu être démasquée comme étant totalement exagérée. A l'époque, le test PCR avait déjà joué un rôle peu glorieux. Le 31 octobre 2020, l'OMS a encore modifié la définition de l'immunité de groupe, qui ne pourra plus être atteinte à l'avenir par l'immunité naturelle, mais uniquement par la vaccination [7].

Par ailleurs, avez-vous remarqué que le CDC américain n'autorise plus le test PCR pour la détection de la maladie de Corona à partir du début de l'année? Celui-ci ne peut pas faire la différence de manière fiable entre les virus Influenza et Corona [8]. Peut-être une des raisons pour lesquelles l'influenza semble avoir disparu ? Ceci n'est qu'une parenthèse.

En 2010, la fondation Rockefeller avait déjà décrit dans son rapport «*Scénarios pour l'avenir de la technologie et du développement international*» [9] le scénario du « lockstep », c'est-à-dire du «pas de géant», en cas de pandémie de grippe. Il s'agissait de réfléchir aux possibilités et aux défis politiques et sociaux qui résulteraient de cette pandémie anxiogène. Il en est ressorti qu'une synchronisation mondiale associée à des mesures répressives serait prometteuse pour l'installation d'États totalitaires de surveillance et de contrôle à la suite de la pandémie.

D'autres éléments de notre vie actuelle ont également été préparés avant Corona, comme par exemple un certificat de vaccination numérique dans l'UE depuis 2018 [10] [11]. Le Global Vaccination Summit qui s'est tenu à Bruxelles le 12.09.2019 sous l'égide de la Commission européenne et de l'OMS est également très instructif à ce sujet [12].

Le 19.10.2019 a ensuite eu lieu à New York l'«Event 201» (traduit : événement de janvier [20]) sous l'égide du Johns Hopkins Center for Health Security (créé par la fondation Rockefeller) et avec le soutien de la fondation Bill et Melinda Gates et du Forum économique mondial (World Economic Forum – WEF) [13]. L'exercice portait sur le cas fictif d'une pandémie mondiale déclenchée par un nouveau coronavirus appelé nCov-19. Outre le lockdown et les restrictions de voyage, il a été question de la communication en cas de pandémie et de la gestion des fake news.

Dans la « pandémie » qui a ensuite effectivement eu lieu à partir de janvier 20, l'université Johns-Hopkins fournit dans le monde entier, via le Corona Dash-Board, les chiffres qui justifient l'abolition des droits fondamentaux dans le monde entier, la fondation Bill et Melinda Gates fournit les vaccins via ses investissements (entre autres, depuis l'automne 2019, elle investit dans BioNTech) [14] et le Forum économique mondial, avec son fondateur Klaus Schwab et son livre « Covid-19 – The Great Reset » [15], fournit le cadre idéologique.

Toutefois, deux modifications législatives du Bundestag allemand à l'automne 2019, donc également avant la soi-disant pandémie de Corona (SARS-CoV-2), sont décisives: Modification de l'article 21 de la loi sur la réglementation

du droit d’indemnisation sociale (loi sur la compensation des charges) du 12.12.2019 avec application à partir du 01.01.2024.

Dans cette modification, l’objectif de «l’assistance aux victimes de guerre» pour lequel la loi sur la compensation des charges a été créée est remplacé par le terme «indemnisation sociale» et il est fait référence au livre quatorzième du code social, qui a également été modifié. Modification du Code social quatorzième livre (SGB XIV) du 07.11.2019 avec application à partir du 01.01.2024.

« Le nouveau livre 14 du Code social (SGB XIV) règle l’indemnisation des besoins liés aux dommages subis par … les personnes qui ont subi un préjudice de santé suite à une vaccination préventive ou à d’autres mesures de prophylaxie spécifique selon la loi sur la protection contre les infections».

Résumons donc brièvement la situation : L’État pourra, à partir du 01.01.2024, procéder à une compensation des charges (un joli mot pour expropriation) dans les actifs de l’ensemble de la population pour l’indemnisation des victimes de la vaccination.

Les contrats divulgués avec les fabricants de vaccins expliquent que ceux-ci n’assument aucune responsabilité [16]. Cela incombe aux candidats à la vaccination qui, en acceptant « la vaccination proposée », assument eux-mêmes le risque de participer à cette expérience médicale. Pourquoi pensez-vous que les vaccins Covid, qui n’ont que des autorisations conditionnelles, sont les seuls vaccins où il faut signer un document de consentement? [17]. En fin de compte, on participe à une étude médicale pour laquelle le fabricant n’assume aucune responsabilité. La victime d’une vaccination ne peut que se tourner vers l’État et espérer une indemnisation.

> Une obligation générale de vaccination est importante pour l’État, car c’est la seule façon de justifier une répartition des charges sur tous les citoyens. Sinon, tous ceux qui ne se sont pas fait vacciner pourraient à juste titre se demander pourquoi ils devraient être responsables des dommages subis par les autres, qui ont volontairement pris le risque de la vaccination expérimentale. De plus, il s’agit bien sûr aussi de ne plus avoir de groupe de contrôle non vacciné, ce qui est en fait obligatoire pour une étude médicale, mais qui pourrait soulever des questions sur la responsabilité personnelle de certains protagonistes.

Pour obtenir une autorisation régulière sans obligations spécifiques, les fabricants de vaccins doivent obtenir d’autres résultats d’études et remplir d’autres obligations spécifiques dans un certain délai [18]. En attendant, les autorisations conditionnelles sont prolongées sur une base annuelle, ce qui a été fait récemment par l’EMA dans le cas de BioNTech/Pfizer, Moderna et AstraZeneca.

La vaccination et le pass-saitaire comme moyen de surveillance

D’ici fin 2023 (en supposant un cycle de 6 mois), chaque sujet/citoyen aura reçu 7 injections de ces vaccins expérimentaux basés sur le génie génétique. Cela correspond d’ailleurs aux quantités incroyables de doses de vaccins commandées par l’UE. Dès le lancement de la campagne de vaccination, 2,3 milliards de doses de vaccins ont été commandées, pour seulement 450 millions d’habitants environ [19], soit 5 vaccins par habitant de tout âge. Entre-temps, encore plus de doses ont été commandées, notamment en mai 1,8 milliard de doses supplémentaires de BioNTech [20]. Ceux qui pensent que les rappels actuels sont suffisants, croient aussi au malade asymptomatique et au test PCR.

Si l’on tient compte des graves effets secondaires des vaccins jusqu’à présent, y compris les décès, qui dépassent toutes les échelles des vaccins actuels (voir graphique sur la base de la banque de données américaine VAERS), il faut s’attendre à un nombre extrêmement élevé de victimes et de dommages liés aux vaccins dans les années à venir.

Le 23 septembre 2021, une demande a déjà été déposée au Parlement européen pour la création d’un fonds pour les victimes de la vaccination. Dans cette demande, les chiffres de l’Agence européenne des médicaments (EMA) concernant les effets secondaires, qui étaient déjà près d’un million à cette date, sont révélateurs [21]. Entre-temps, ces chiffres sont encore nettement plus élevés et le nombre de cas non déclarés devrait être très important [22].

Il faut donc s’attendre à un nombre énorme de victimes et de décès dus à la vaccination d’ici 2024, ce qui rend très probable l’appel à un partage des charges.

Il se pourrait toutefois que les indemnisations ne soient qu’un prétexte et que l’on perçoive nettement plus d’argent par le biais d’une compensation des

charges que ce qui serait en fait nécessaire.

Réforme monétaire et remise à zéro (Great reset) du système économique en faillite

L’État a également besoin de la fortune de ses citoyens pour une nouvelle monnaie, l’euro numérique, sur lequel la BCE travaille officiellement depuis cette année [23]. Les États européens (comme d’autres États occidentaux, notamment les États-Unis) sont fortement endettés et majoritairement en faillite. En revanche, le patrimoine appartient aux citoyens. Pour que l’euro numérique ait une valeur, la BCE et les États de la zone euro doivent être désendettés. Dans ce contexte, il n’est pas étonnant que la présidente de la Commission européenne, Ursula von-der-Leyen, exige désormais une vaccination obligatoire à l’échelle européenne [24]. Cela pourrait donc être utilisé dans toute l’Europe comme prétexte à des expropriations.

En outre, la Chine va déjà introduire en 2022 une nouvelle monnaie numérique adossée à des actifs, qui est déjà en phase de test et devrait être lancée dans tout le pays pour les Jeux olympiques d’hiver de 2022 [25]. Cependant, la Chine possède désormais beaucoup plus d’actifs que les pays industrialisés occidentaux, ce qui rendra la monnaie très forte et mettra les autres sous pression. Selon la volonté des dirigeants chinois, l’e-yuan doit remplacer le dollar comme monnaie de référence.

Les citoyens de l’UE et d’autres pays occidentaux seront bientôt prêts eux aussi pour une réforme monétaire. L’inflation actuellement alimentée artificiellement (générée entre autres par des retards de livraison et des pénuries de microprocesseurs) va encore s’accélérer [26] et faire en sorte que les citoyens qui s’appauvrissent peu à peu réclament des compensations, des «aides» de l’État.

La nouvelle monnaie sera probablement une monnaie purement numérique, sans argent liquide, basée sur la technologie blockchain ou similaire. Elle devrait alors être reliée, sous forme de portefeuille, à une identité numérique au sens de l’ID2020 [27], dont les carnets numériques de vaccination feront également partie ou constitueront la base. En tant que monnaie de banque centrale, elle ne sera, comme on peut s’y attendre, plus liée à un compte bancaire. Chaque citoyen aura son propre compte de banque centrale auprès de la BCE. Les publications de Norbert Häring à ce sujet sont

d’ailleurs très instructives [28].

Jusqu’à présent, il n’est pas encore question de réforme monétaire avec le projet d’euro numérique de la BCE. En outre, il est toujours souligné que l’on ne veut pas abolir l’argent liquide avec l’euro numérique, mais ne disait-on pas aussi jusqu’à récemment qu’il n’y aurait jamais de vaccination obligatoire en Allemagne ?

Puce d’identité numérique comme système de contrôle de masse

Grâce à la carte d’identité numérique, les droits fondamentaux peuvent en outre être liés à la réalisation de prescriptions étatiques, comme en Chine avec son système de scoring social. Aujourd’hui, il faut se faire vacciner pour avoir accès à la vie publique. Qu’en sera-t-il demain ? D’autres expériences médicales pour Big Pharma, des mesures médicales contre la surpopulation, le blocage du porte-monnaie numérique pour les produits et services qui consomment trop de CO2, comme la viande ou les voyages ? Le citoyen devient ainsi totalement vulnérable au chantage. Pas d’argent et pas de droits fondamentaux en cas de «mauvais comportement». Et qui manifestera encore si on lui coupe ensuite les vivres en guise de punition?

Cela laisse présager le pire pour notre liberté et notre prospérité. Selon le tableau dressé par le Forum économique mondial pour l’année 2030 : «Vous ne posséderez rien, mais vous serez heureux» [29].

Encore quelques mots pour conclure à l’attention des citoyens, des élus, des journalistes ou des juges qui pensent que cela ne les concerne pas, parce qu’ils peuvent peut-être, grâce à leurs relations avec des médecins ou à leur position actuelle, obtenir le carnet de vaccination tant convoité, même sans piqûre. C’est encore possible, car on veut faire entrer le plus de gens possible dans le système du passeport Covid sans grande résistance. Mais il existe déjà des brevets pour des vaccins biométriques infalsifiables, comme le Microneedle Tattoo du célèbre Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui a été présenté le 18 décembre 2019 [30] [31]. L’étau se resserre de plus en plus pour tout le monde. Est-ce ce que vous voulez pour vos enfants et vos familles ? Tous ceux qui participent se rendent complices.

Les droits fondamentaux inaliénables et le code de Nuremberg [32] ont été créés en tant que leçon suite au troisième Reich, selon lequel aucun être humain ne peut être contraint de participer à une expérience médicale contre

sa volonté :

> « …le consentement volontaire du sujet de recherche (est) absolument nécessaire. Cela signifie que la personne concernée doit être capable, au sens juridique du terme, de donner son consentement ; qu'elle doit être en mesure d'exercer son jugement sans être influencée par la violence, la fraude, la ruse, la pression, la simulation ou toute autre forme de persuasion ou de contrainte ; qu'elle doit connaître et comprendre suffisamment le domaine concerné dans ses détails pour être en mesure de prendre une décision raisonnable et éclairée ». Il est évident que cette obligation a déjà été violée de manière flagrante par la pression (2G et autres). Qu'est-ce qui va suivre ?

Traduit de l'Allemand

https://uncutnews.ch/impfpflicht-zur-rettung-des-finanzsystems/

Sources

- https://www.bundesbank.de/de/aufgaben/themen/waehrungsreform-1948-614040
- https://de.wikipedia.org/wiki/Lastenausgleichsgesetz
- https://www.federalreserve.gov/econres/notes/feds-notes/what-happened-in-money-markets-in-september-2019-20200227.htm
- https://www.swr.de/swr2/wissen/who-am-bettelstab-was-gesund-ist-bestimmt-bill-gates-100.html
- https://de.wikipedia.org/wiki/Internationale_Gesundheitsvorschriften
- https://uncutnews.ch/der-impfstatus-ist-nur-voruebergehend-auffrischungen-sind-lebenslang-erforderlich/
- https://www.who.int/news-room/questions-and-answers/item/herd-immunity-lockdowns-and-covid-19
- https://www.cdc.gov/csels/dls/locs/2021/07-21-2021-lab-alert-Changes_CDC_RT-PCR_SARS-CoV-2_Testing_1.html
- https://norberthaering.de/wp-content/uploads/2020/05/Scenarios-for-the-Future-ofTechnology-and-International-Development.pdf
- https://ec.europa.eu/health/sites/default/files/vaccination/docs/2019-2022_roadmap_en.pdf
- https://ec.europa.eu/health/sites/default/files/preparedness_response/docs/ev_20191211_flash_en.pdf
- https://ec.europa.eu/health/sites/default/files/vaccination/docs/ev_20190912_mi_en.pdf
- https://centerforhealthsecurity.org/event201/
- https://www.faz.net/aktuell/rhein-main/bill-melinda-gates-foundation-foerdert-biontech-aus-mainz-16372372.html
- https://www.weforum.org/agenda/2020/07/covid-19-the-great-reset/

- https://de.rt.com/international/121804-pfizers-geheimvertrag-geleakt-vollstandige-immunitat-pharmariese/
- https://www.rki.de/DE/Content/Infekt/Impfen/Materialien/Downloads-COVID-19/Einwilligung-de.pdf?__blob=publicationFile
- https://www.pei.de/SharedDocs/FAQs/DE/coronavirus/zulassungsprozesse-impfstoff/4-coronavirus-was-ist-bedingte-zulassung.html
- https://www.stern.de/politik/ausland/eu-impfkampagne–kosten–mengen-und-lieferzeitraum-der-bestellten-impfstoffe-30359014.html
- https://www.zdf.de/nachrichten/politik/corona-eu-biontech-vertrag-impfstoff-100.html
- https://www.wochenblick.at/wp-content/uploads/2021/11/ENTSCHLIESSUNGSANTRAG_B-9-2021-0475_DE.pdf
- https://reitschuster.de/post/corona-impfung-43-mal-toedlicher-als-grippeimpfung/
- https://www.ecb.europa.eu/paym/digital_euro/html/index.de.html
- https://www.aerzteblatt.de/nachrichten/129642/Von-der-Leyen-fuer-Pruefung-allgemeiner-Impfpflicht-in-der-EU
- https://blockchainwelt.de/e-yuan-kommt-china-forciert-eigene-cbdc/
- https://www.tichyseinblick.de/video/tichys-ausblick/inflation-hans-werner-sinn/
- https://id2020.org und https://norberthaering.de/die-regenten-der-welt/bundestag-buergernummer/
- https://norberthaering.de
- https://youtu.be/diGBYDcMjrU
- https://news.mit.edu/2019/storing-vaccine-history-skin-1218
- https://patentimages.storage.googleapis.com/38/2d/cb/1bd2b30bd92384/WO2019018301A1.pdf
- https://de.wikipedia.org/wiki/Nürnberger_Kodex

VERSION ORIGINALE ALLEMANDE

Source : https://uncutnews.ch/impfpflicht-zur-rettung-des-finanzsystems/